

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°76 - MAI 2008 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

Réformes ? ou...



Révolution !!!

Sommaire du n° 76

- ✓ Edito. p.2
- ✓ Non à la remise en cause de l'AAH. p.3
- ✓ Retraites... p.4
- ✓ Mobilisation lycéenne et enseignante... p.5 à 7
- ✓ L'impérialisme français en campagne. p.8
- ✓ Tibet... p.9
- ✓ Courrier International n° 138 - Premier mai. p.11
- ✓ LIT-QI - Haïti. p.13
- ✓ LIT-QI - Venezuela - SIDOR. p.14
- ✓ LIT-QI - Paraguay. p.15
- ✓ LIT-QI - USA. p.16

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour

toute correspondance)

Courrier électronique

(E-Mail) [nouvelle adresse](mailto:nouvelle_adresse) :

contact@gsi-litqi.org

Site Web ([nouvelle adresse](http://www.gsi-litqi.org/)) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le

25 avril 2008

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

De 1968 à 2008, la continuité d'un combat

Le 1er mai 2008 marque les quarante ans d'une ample mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, à l'échelle du monde. Une mobilisation qui a culminé, dans ce pays, en une grève générale de 10 millions de travailleurs, avec des occupations d'entreprises renouant avec la grève générale de 1936. Les idéologues bourgeois tentent aujourd'hui de réduire l'explosion sociale à son côté « peace and love », cherchant ainsi à nier toute perspective à un mouvement de ce genre. Ils prétendent mettre en contradiction les revendications collectives et les espérances nées de la mobilisation, avec les renoncements et les capitulations personnelles ultérieures, de la part de certains « leaders » du mouvement. Les idéologues bourgeois chercheraient-ils, en quelque sorte, à « conjurer le mauvais sort » ?

Il est vrai, cependant, que 2008 n'est pas 1968. Cette période de reconstruction, qui s'est achevée au milieu des années 60, a laissé place à la mondialisation capitaliste, c'est-à-dire, à l'explosion d'une économie parasitaire d'une ampleur sans précédent. Le mur de Berlin est tombé et la bureaucratie stalinienne, qui avait permis à De Gaulle de reprendre l'initiative en juin 1968, n'est plus. Certes, la classe ouvrière doit se réorganiser, mais le frein considérable à son action que constituait le stalinisme a disparu. N'en déplaise aux romantiques révolutionnaires, on ne rejoue pas mai 1968 quarante ans après.

Aujourd'hui, l'ampleur de la menace qui pèse sur la survie de l'humanité est telle, que le renversement du système capitaliste impérialiste est une urgence absolue. L'alternative est le socialisme ou la barbarie. Le retard dans la révolution socialiste, dont la responsabilité incombe aux staliniens et aux sociaux-démocrates, fait que la barbarie s'étend tous les jours, la « crise alimentaire » menaçant 800 millions d'individus de mort pour que les spéculateurs « anonymes » soient assurés de leurs 15% de taux de profit minimum. Des émeutes de la faim ont déjà éclaté dans 37 pays : c'est « un tsunami silencieux »

à l'échelle du monde, selon la directrice exécutive du PAM (le programme alimentaire mondial).

« Crise asiatique » en 1997, « bulle internet » en 2000, « crise des subprimes » en 2007 et, aujourd'hui, une nouvelle bulle meurtrière sur les matières premières minières, pétrolières et alimentaires. Pour la bourgeoisie, les travailleurs et les peuples opprimés doivent payer. Dans ce pays, pour Sarkozy, l'hôpital public, l'enseignement, les travailleurs aux revenus modestes doivent supporter les conséquences de « la seule politique possible ». La pédagogie du renoncement envahit l'ensemble des organes de la presse bourgeoise.

Pourtant, dans le monde, les travailleurs de plus en plus nombreux se mobilisent pour l'emploi digne, pour des salaires décents, pour des conditions de travail acceptables. En Roumanie, les travailleurs de DACIA et de Mital Steel, se levant au cri de « *nous ne voulons pas être les esclaves de l'Europe* », viennent de franchir un pas important dans la riposte ouvrière à l'échelle du continent. Au Venezuela, les travailleurs viennent d'imposer la nationalisation de SIDOR au terme d'un combat déterminé contre la transnationale Techint. Aux USA mêmes, les dockers de la côte ouest feront grève le Premier mai pour le retrait des troupes d'Afghanistan et d'Irak.

En France, on ne compte plus les grèves, dans le secteur privé maintenant : le chantage aux licenciements, aux fermetures d'usines, aux délocalisations ne joue plus. Le discours de division sur les « fonctionnaires nantis » et « la France qui se lève tôt » pourrait faire long feu. « Les caisses sont vides » dit Sarkozy, mais pour l'armée et la police, elles sont pleines.

La jeunesse n'accepte pas l'avenir qui lui est fait. Depuis huit ans, elle le répète. Lycéens, étudiants, jeunes travailleurs se mobilisent régulièrement pour défendre leurs diplômes et l'enseignement public, pour combattre la précarité des CDD et des stages à vie. La bataille contre le

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

CPE à démontré que la jonction entre les travailleurs et la jeunesse, dans l'unité, rendait la victoire possible.

Le 1er mai sera suivi, le 15, par une journée de mobilisation à l'appel de toutes les organisations syndicales, pour l'emploi, les salaires et les retraites ; l'ensemble des travailleurs du privé comme du public est concerné. Et les lycéens n'ont pas désarmé pendant les vacances scolaires : le 15, ils seront dans la rue avec leurs aînés.

Alors que la révision historique bat son plein, quant à la nature de mai 68, la

classe ouvrière et la jeunesse montrent avec assiduité qu'elles sont toujours aussi déterminées à affronter les tenants d'une société d'injustice, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. De son côté, la bourgeoisie se montre tout aussi décidée à défendre bec et ongles ses privilèges, quoi qu'il en coûte à l'humanité. La classe ouvrière et la bourgeoisie défendent, chacune, des intérêts inconciliables. La période actuelle voit s'aiguiser les antagonismes et la lutte des classes, celle-ci étant un fait social implacable et qui s'impose aux individus, quelle que soit par ailleurs leur conscience de la chose,

qu'ils la rejettent ou qu'ils l'acceptent.

La victoire pour les exploités nécessite des organisations syndicales et politiques déterminées à rompre avec le capitalisme et à avancer dans la voie du socialisme, une société mondiale basée sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, dirigée par des conseils d'ouvriers et de paysans.

Construire de telles organisations, c'est le but de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI), et de sa section française, le Groupe Socialiste Internationaliste (GSI).

Non à la remise en cause de l'allocation adulte handicapé

Le 29 mars 2008, près de 30 000 personnes ont manifesté pour protester contre les conditions de vie des adultes handicapés en France, des personnes dont la seule ressource se limite souvent à l'allocation adulte handicapé (AAH). L'AAH est une prestation versée par la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) aux personnes atteintes d'un handicap et qui ne peuvent pas travailler, ou qui sont fortement éloignées de l'emploi. Environ 80 000 personnes bénéficient de l'AAH, celle-ci s'élevant actuellement à seulement 628,10 euros par mois. Pour percevoir cette allocation, il faut avoir un taux d'incapacité de 80%, ou entre 50 et 80%, et être reconnu inapte au travail par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). L'AAH est également soumise à des conditions de ressources fixées par décret. En outre, différents compléments peuvent être attribués, dans certains cas.

Vivre décemment avec 628,1 euros par mois est impossible (ceci alors que le seuil de pauvreté est fixé à 800 euros par mois). C'est encore plus impossible lorsque l'on prend en compte les frais médicaux et les dépenses spécifiques engendrées par un handicap lourd ou par une maladie invalidante ; sans oublier les vagues successives de remboursements de médicaments, y compris en Affection de Longue Durée (ALD), dans le cadre des mesures d'économies budgétaires concernant la Sécurité Sociale. Précisons également que certaines catégories, comme les handicapés et accidentés du travail, ne sont pas exonérées des franchises médicales. Des franchises dont ces catégories atteignent très vite les plafonds.

Une « revalorisation » totalement insuffisante

C'est dans ce contexte que les associations liées au handicap et aux maladies invalidantes, regroupées au sein du collectif « Ni pauvres, ni soumis », ont appelé à la manifestation du 29 mars pour réclamer un « revenu d'existence » ou « revenu de remplacement d'un montant au moins égal au SMIC brut ». Quelques jours avant cette manifestation, le mardi 25 mars, à Tarbes, le président de la République avait annoncé une revalorisation de 5% pour l'AAH en 2008 (1,1% en janvier et 3,9% en septembre). Il ne s'agissait là que de tenir des promesses électorales qui projetaient une revalorisation de 25% sur l'ensemble du quinquennat, soit une augmentation annuelle de 5%. Il a bien précisé que cette augmentation était « un effort très important compte tenu de la situation budgétaire de notre pays ». Cette déclaration ne donne en aucun cas l'assurance que l'augmentation de 25% sera respectée, alors même que l'allocation actuelle est totalement insuffisante pour vivre décemment et que l'éventuelle augmentation ne suffira pas à compenser l'inflation des prix. Les handicapés, malgré la situation de pauvreté scandaleuse de la plupart d'entre eux, ne sont donc pas épargnés par le cynisme et par le plan d'austérité permanent du gouvernement.

La solution, pour le gouvernement ? Faire travailler les handicapés.

Dans ce climat de coupes budgétaires, Valérie Létard, secrétaire d'Etat à la solidarité, et Xavier Bertrand, ministre du travail, privilégient « l'insertion professionnelle » des

handicapés, comme solution à leurs mauvaises conditions d'existence. Une conférence nationale du handicap, présidée par Nicolas Sarkozy en personne, aura lieu le 10 juin 2008 et aura pour objectif de faire des propositions, notamment, sur les liens entre emploi et ressources des handicapés.

En développant « l'insertion professionnelle », le gouvernement cherche en fait à revoir les conditions d'attribution de l'AAH. N. Sarkozy a déclaré à ce sujet : « il faut améliorer les ressources de ceux qui sont très lourdement handicapés », mais il faut aussi avoir « le courage de revoir les conditions de l'allocation ». Il a ajouté qu'il voulait « offrir d'autres perspectives qu'un revenu d'assistance ». Il s'agit de vider de leur sens les différentes catégories de taux d'incapacité garantissant à des handicapés ou à des malades l'accès à l'AAH. Certaines associations liées à des maladies invalidantes (même en catégorie 80 %) relayent déjà des difficultés pour l'attribution de l'allocation.

Pour stopper l'offensive : l'unité d'action

Il est donc urgent de s'organiser pour stopper l'offensive du gouvernement contre la remise en cause de l'attribution de l'AAH. Cette lutte doit également intégrer la revendication d'une augmentation substantielle de l'allocation adulte handicapé, pour que chaque catégorie concernée puisse avoir des conditions de vies décentes. Ces revendications ne pourront être satisfaites que grâce à la mobilisation unitaire et intransigeante des associations et des syndicats de travailleurs.

Antoine

Non, la remise en cause de nos retraites n'est pas inéluctable !

Une fois de plus, les syndicats ont répondu présent, le 27 mars, à l'appel du Ministre du travail qui souhaitait les entendre sur la poursuite de la réforme des retraites. **Les intentions du gouvernement sont pourtant connues : depuis des mois, il martèle qu'il faut passer à 41 ans de cotisations d'ici 2012, comme le préconise la loi Fillon de 2003.** Depuis des mois, on nous prépare à l'idée qu'il faudra faire une croix sur nos retraites, le Medef proposant purement et simplement la fin de la retraite à 60 ans. Aussi, une nouvelle série de concertation aura lieu et des mesures par voie législative ou réglementaire pourraient être prises d'ici l'été.

C'est dans un contexte de régression sociale sans précédent, chaque jour annonçant le glas d'un acquis, que les confédérations syndicales ont répondu présent à l'appel du ministre.

Première reçue, la CFE – CGC, a jugé « *illusoire* » d'allonger la durée de cotisations sans augmenter sensiblement l'emploi des seniors.

Sans grande surprise, la CFDT, qui avait soutenu la loi Fillon, ne serait pas opposée à l'allongement de la durée de cotisations, à condition d'améliorer le taux d'emploi des seniors.

FO, qui est contre le passage à 41 ans, a estimé qu'une « *mobilisation serait indispensable si le gouvernement ne bougeait pas* », et a appelé à une journée d'action le 16 avril.

La CGT aussi est contre, mais a répondu à la demande du ministre pour « *essayer de convaincre le gouvernement que ce serait risqué de mettre en oeuvre des décisions déjà prises, sans qu'il y ait un débat plus large dans le pays* ». Elle a appelé à manifester le 29 mars avec Solidaires (SUD et autres), pour de réelles négociations et non une simple concertation.

Ce que nous proposent la CGC et la CFDT, c'est d'exploiter les seniors jetés à la rue par les patrons, tandis que les jeunes continuent de galérer pour trouver du travail. La ministre de l'économie se déclare prête à lever la dispense de recherche d'emploi après 57 ans et demi : privés d'indemnités chômage, les seniors seront contraints

d'accepter n'importe quel petit boulot, sous payé, avec des conditions de travail dégradées. FO et la CGT **appellent à des journées d'action.** On assiste au même scénario qu'en 2003, lorsqu'il s'est agi d'aligner les fonctionnaires sur le privé. **Le résultat, on le connaît : le gouvernement est passé en force, grâce à la trahison des directions syndicales, qui ont fait la sourde oreille au mot d'ordre de grève générale lancé par les manifestants. C'est le même scénario qui a conduit à l'isolement des cheminots en décembre 2007, les laissant seuls face au gouvernement.** (Voir article dans l'Internationaliste n°72)

Depuis, les confédérations syndicales ont abandonné le mot d'ordre de 37 ans et demi pour tous et revendiquent d'en rester à 40 ans !

Thibault fait le grand écart !

Dans une interview au Parisien le 11 avril, B. Thibault constate : « *Tous les ingrédients sont réunis pour des mobilisations d'ampleur. L'ambiance sociale n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a 6 mois. Entre la suppression de la carte famille nombreuse, l'augmentation des tarifs du gaz, la réforme de l'état - qui va conduire à la suppression de nombreux services publics - les mesures annoncées chaque jour contribuent à alourdir le climat. Dans les entreprises les conflits, en particulier sur les salaires, se multiplient. Si ce n'est pas relayé au plan national, c'est à cause de l'attitude des confédérations coupables de ne pas réussir à parler d'une même voix. Elles apparaissent en décalage avec le climat général...* » Et Thibault poursuit : « *je conçois que les salariés soient déçus par l'inertie des syndicats. Pourtant toutes les organisations se disent opposées à l'allongement à 41 ans de la durée des cotisations. Il est anormal que nous ne l'exprimions pas ensemble* » (...) « *Mais si nous ne réagissons pas rapidement le gouvernement va passer en force* » (...) « *Il faut une mobilisation unitaire pour faire reculer le gouvernement.* » (...) « *L'important pour les salariés est que cette semaine nous avons repris contact avec tous les responsables des organisations syndicales afin de jeter*

les bases d'une journée d'action commune en mai. Nous voulons travailler de façon unitaire, mais si cela n'est pas possible nous prendrons nos responsabilités. » [C'est nous qui avons souligné, NDLR.]

Mais il aurait dû le faire depuis belle lurette..., s'il le pensait vraiment ! Jusqu'à présent, c'est le contraire qu'il a fait, avec ses journées d'action à répétition, et ses appels à la reprise du travail en pleine grève des cheminots, pour aller négocier leur trahison avec le gouvernement.

Aujourd'hui, Thibault fera-t-il vraiment ce qu'il vient de dire ?

Oui, les salariés rejettent la division et sont de plus en plus déçus par les syndicats. Oui, ils attendent autre chose des directions syndicales que les journées d'action à répétition. Oui, les travailleurs attendent des mobilisations à la hauteur de l'enjeu, mais pas pour que les directions aillent négocier dans leur dos, car négocier dans ce contexte c'est accepter le cadre de régression imposé par le gouvernement ! Oui, l'unification des conflits est posée pour gagner contre le gouvernement, à l'instar des ouvriers de chez Dacia en Roumanie qui ont fait reculer la direction de Renault, après trois semaines de grève. La grève générale contre ce gouvernement est brûlante d'actualité !

**Aucune place à la concertation ! Mobilisation ...
Unité contre
ce gouvernement !**

Non aux 41 ans de cotisations

Un emploi pour tous en CDI

Retour aux 37 ans et demi de cotisations

**Départ à 60 ans maximum
avec une retraite à taux plein**

Marinette

De l'argent pour l'école pas pour la guerre

*Déclaration du Groupe Socialiste Internationaliste Section Française de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale*

Paris le, 7 avril 2008

Depuis plusieurs semaines nous nous mobilisons contre les mesures de plus en plus dures d'un gouvernement qui a décidé de détruire l'enseignement public. Les 11 200 postes de professeurs supprimés l'année prochaine préparent des attaques encore plus profondes de l'école. On prévoit déjà la saignée de 16 000 postes pour la rentrée 2009, avec l'objectif d'atteindre 80 000 suppressions d'ici 2012 !

La compagnie Sarkozy-Fillon-Darcos orchestre véritablement la dégradation totale de nos conditions d'étude, préparant la privatisation de tout l'enseignement. Parallèlement aux suppressions de postes qui entraînent surcharge des classes et fermetures de cours, le gouvernement s'attelle à casser le Bac, premier diplôme qualifiant, celui qui ouvre les portes de l'Enseignement Supérieur.

Bac unique = Bac individuel

L'annonce du Bac unique cimente le projet dans son ensemble : l'atomisation du diplôme. Le "socle commun de connaissances et de compétences" introduit par la loi Fillon en 2005 devra servir de base ultra minimale aux programmes scolaires. Tous les Bacs actuels vont se fondre dans ce socle.

Plus besoin d'un Bac L, ni d'un Bac S ou ES (C'est ainsi que Darcos a déclaré : *"La voie générale doit être réorganisée en vue de ces objectifs - mener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Je pense notamment à la réduction des déséquilibres qui opposent les différentes filières du baccalauréat, entre une filière scientifique prestigieuse au lycée mais insuffisante à faire émerger de réelles vocations scientifiques, une filière économique et sociale aux débouchés incertains et une série littéraire en déclin constant depuis dix ans, qui n'accueille plus qu'un lycéen sur dix"*). Et à terme, plus besoin non plus des Bacs professionnel et technologique.

En supprimant une année de formation au Bac-pro (enterrant par la même occasion les diplômes de BP), le gouvernement va faire de juteuses économies

et en profitera pour l'aligner sur le régime de Bac unique.

Dorénavant notre Bac sera individualisé. Son contenu ne sera plus défini par l'Etat et donc sa valeur ne sera plus égale partout en France. Le contenu du diplôme ne sera défini que par le lycée qui nous le fournira (La mise en valeur des options et des stages dans le Bac unique aura les mêmes conséquences que le contrôle continu dont notre mobilisation a empêché l'application en 2005). La suppression de la carte scolaire porte cette logique à son aboutissement. Le Bac unique devient l'officialisation de la concurrence entre les établissements et la course entre tous les élèves pour intégrer le meilleur établissement. Agrémenté de stages, d'options diverses selon le parcours qui sera choisi pour le lycéen, ce Bac unique ne sera plus un diplôme, mais un laissez-passer pour une éventuelle université, ou directement pour l'usine.

Sélection et hypocrisie budgétaire

"L'école va mal. On me demande des postes: je réponds études surveillées, nouveaux programmes, stages, revalorisation du lycée professionnel." (X.Darcos, le 1er avril 2008). Répondez nous M. Darcos, comment des heures de colle, un socle minimaliste de connaissances, et des stages en entreprises remplaceront de vraies heures de cours, données par des enseignants qualifiés, sur la base d'un vrai programme scolaire ?! Comment osez-vous appeler la mort des BP et la suppression d'une année de formation au Bac-pro, une revalorisation de filière ?!

Vos mensonges ne peuvent cacher la réalité. La suppression de la carte scolaire aidera les familles qui en ont les moyens de mettre leurs enfants dans des lycées prestigieux. La majorité des élèves sera dirigée directement vers des lycées de seconde classe qui la formeront à accepter n'importe quel travail, au salaire le plus bas.

Privatisation des facs, casse du code du travail et CPE pour tous, anéantissement du système de retraite par solidarité... Avec les mesures du gouvernement, c'est tout notre avenir qui est

condamné à la précarité et à la misère. Sarkozy et Fillon ont-ils seulement une bonne raison de sacrifier ainsi la jeunesse? L'unique refrain que nous chante à tire larigot la chorale ministérielle depuis plus d'un an c'est : "les caisses de l'Etat sont vides."

Saignée pour saignée

Les caisses de l'Etat sont vides ? Alors comment Sarkozy compte-t-il financer sa guerre en Afghanistan !? A l'heure où les prévisions de budget pour l'année 2009 tombent, nous avons déjà fait les calculs. De l'argent il y en a... pour la guerre, mais pas pour l'école.

2300 soldats français interviennent déjà en Afghanistan. Sarkozy a annoncé au sommet de l'OTAN qu'il en enverrait 1000 militaires de plus, dont 300 des forces spéciales. Si l'on ajoute à ça la volonté d'envoyer le porte-avion Ch. De Gaulle sur place, Cela porterait à 5000 le nombre d'hommes payés pour "à la fois éradiquer les talibans, l'extrémisme, et en même temps, mener une politique de développement" (H. Morin, ministre de la Défense). C'est à dire pour défendre l'impérialisme français et les intérêts des entreprises qui investissent déjà en Afghanistan !

La lutte prend de l'ampleur dans nos lycées. Le GSI appelle les lycéens à unifier ce mouvement autour de revendications communes. Nous devons nous lier encore plus profondément avec nos professeurs parce que le gouvernement ne reculera que face à notre unité et notre détermination. Nous nous mobiliserons jusqu'au bout

Pour le retrait du projet de Bac unique !

Contre les suppressions des postes !

Nous voulons de l'argent pour l'école, pas pour la guerre !

Retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes françaises d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Afghanistan !

Les lycéens montrent la voie

*Déclaration du Groupe Socialiste Internationaliste Section française de la
Ligue Internationale des Travailleurs (Quatrième Internationale)*

A Paris, le 15 avril 2008

Depuis plusieurs semaines, un nombre croissant de lycéens lutte contre la suppression de 11 200 postes de professeurs prévue par le gouvernement pour la rentrée prochaine. La manifestation du jeudi 10 avril a réuni entre 70 000 et 80 000 manifestants, dont 40 000 à Paris. Contrairement au message que veut faire passer le gouvernement, comme chaque fois que les jeunes manifestent, les lycéens connaissent très bien les enjeux de ces suppressions : il s'agit tout bonnement de détruire le système éducatif public. Les mensonges sur la démographie et sur les finances de l'Etat ne peuvent cacher la réalité : le gouvernement applique les directives d'un patronat qui demande expressément la privatisation de tous les services publics et la casse du code travail. Aujourd'hui, il porte un coup décisif aux droits de la jeunesse et des travailleurs en s'attaquant frontalement à l'Enseignement Secondaire Public. Alors que le ministre de l'Education Nationale, X. Darcos fait mine d'ignorer les revendications de la jeu-

nesse, on ne peut que saluer la détermination dont font preuve les lycéens.

Nous pouvons gagner, nous pouvons faire reculer le gouvernement et les capitalistes par la lutte ! Les ouvriers de l'usine Dacia (Renault) en Roumanie se sont battus pendant plus de trois semaines de grève. Ils demandaient une augmentation de 60% de leur salaire afin de faire face à l'inflation qui appauvrit les travailleurs du pays depuis son intégration à l'Union Européenne. Les menaces de délocalisation de la direction de Renault n'ont pas intimidé les grévistes. Ils ont continué leur combat jusqu'à obtenir une réelle augmentation de salaire (+28%). Leur lutte intransigeante a forcé la direction de l'entreprise à céder. C'est une véritable victoire politique de la classe ouvrière, une expérience exemplaire pour la jeunesse et les travailleurs en lutte partout en Europe !

En France, la jeunesse lycéenne est à l'avant garde de la lutte. Il ne s'est pas passé une année depuis 2002 sans que la jeunesse ne descende dans la rue pour défendre ses droits. Cette nouvelle génération est en train d'acquiescer une

importante expérience : auto-organisation en AG, manifestations, grèves, structurées parfois par des piquets devant les établissements, la jeunesse a su se réapproprier les moyens de luttes du mouvement ouvrier. Malheureusement le peu de soutien que lui portent aujourd'hui les organisations syndicales d'enseignants et le relais quasi inexistant de la part d'organisations soi-disant révolutionnaires risquent d'isoler le mouvement. Par leur intransigeance et leur détermination les lycéens montrent la voie ! Il faut maintenant approfondir la lutte en appelant systématiquement les professeurs et les parents d'élèves à se joindre au mouvement : c'est dans l'unité que nous pourrions faire reculer le gouvernement !

**Vive la victoire des
travailleurs de Dacia !**

**Lycéens, travailleurs de
l'Education Nationale,
parents, nous pouvons
gagner grâce à notre
détermination et notre unité !**

Interview de Fabrice, enseignant au lycée Jean Zay à Aulnay Sous Bois.

Question : Où en est la mobilisation dans ton lycée ?

Fabrice : En ce qui concerne la situation dans mon lycée, elle se caractérise par une saignée considérable avec 8 postes supprimés sur une petite centaine : près de 10% !

Les profs sont partagés entre colère et découragement. Il est très difficile de les mobiliser sur le long terme, car la fatigue et la « conscience professionnelle » l'emportent. En effet, beaucoup de collègues se plient à la nécessité de faire cours aux élèves qui, sinon, sont laissés à la dérive. Ceci qui assez vrai, par ailleurs, du fait que le lycée est situé dans une ville de la banlieue parisienne très frappée par le chômage et la

précarité... Mais ces enseignants ne saisissent pas encore qu'ils prennent sur leur dos des responsabilités qui ne leur incombent pas.

Question : C'est-à-dire ?

Fabrice : Ils savent que leurs élèves sont voués à un avenir sombre du fait de la politique des gouvernements successifs, mais, ils pensent pouvoir compenser les effets de cette politique, par une sorte de volontarisme, d'acharnement professionnel. Cela débouche sur une mobilisation en dents de scie, très contradictoire.

Aussi, nous avons connu une mobilisation très forte et déterminée sur un moment éclair : les mardi 25 et jeudi 27

mars. Nous avons même boycotté une épreuve de BAC, les TPE (Travaux Personnels Encadrés), de concert avec un autre établissement d'Aulnay. C'était pour nous une façon de montrer au rectorat (qui a refusé à plusieurs reprises de nous recevoir) que nous étions déterminés. Selon les enseignants en poste ici depuis longtemps, on n'avait encore jamais vu ça. Il y avait alors plus de 20 enseignants de Jean Zay sous la banderole, là encore, du jamais vu pour le lycée depuis 18 ans !

Mais une baisse de mobilisation sur le lycée s'est produit précisément au moment où le mouvement a pris de l'ampleur. Il y a eu peu de grévistes, d'après

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

ce que j'ai pu savoir, jeudi 10 avril ; des profs tenant à faire cours pour les élèves... L'organisation du Bac blanc, la première semaine d'avril, y est aussi pour quelque chose : les équipes sont dispersées, le rythme hebdomadaire est brisé, c'est très mauvais pour s'organiser !

Question : La mobilisation touche-t-elle d'autres établissements d'Aulnay ?

Fabrice : La baisse de mobilisation sur J. Zay est d'autant plus dommageable que la « ville » d'Aulnay, les parents d'élèves, les personnels des autres établissements et même la mairie qui vient de basculer « à gauche » sont très engagés dans la lutte pour la restitution des postes. La mairie a reçu tous les personnels des établissements pour « relayer » leurs revendications ; des AG de ville (la LCR doit y jouer un rôle, selon moi) se sont tenues régulièrement. Malheureusement, aucun collègue de Jean Zay n'était présent ! même pas pour aider à diffuser un tract commun de tous les établissements que des enseignants du lycée Voillaume diffusaient dans les cités, appelant au blocage.

Question : Où en est la mobilisation lycéenne ?

Fabrice : Elle a d'abord consisté en des blocages qui sont restés assez peu productifs et n'ont pas permis aux élèves de s'organiser pour la lutte, contrairement à d'autres établissements. Le blocage spontané peut conduire à l'auto-isollement, alors qu'il faudrait que tous se rencontrent et s'organisent.

L'opinion des profs sur les actions des lycéens est TRES variable, il y a à ce

sujet de grands désaccords entre les profs. Mais ce qui l'emporte c'est la méfiance eu égard aux dérives possibles et le sentiment d'un risque de « pourrissement ». Ceci correspond à la contradiction que nous venons d'évoquer : ne pas pouvoir faire cours, voir les élèves partir à la dérive avec une grande difficulté de les récupérer d'ici la fin de l'année scolaire. Mais d'un autre côté, la perte de 8 postes serait catastrophique pour assurer l'avenir des élèves ! L'issue ne peut être que dans la mobilisation.

Après plusieurs jours de blocage sans réelle efficacité (seulement une trentaine de lycéens s'étaient rendus à la manifestation du 10 avril), tous les profs étaient d'accord pour sortir de cette situation. Pour ma part, je pensais, avec d'autres collègues, qu'étant donné le contexte de lutte et de mobilisation nationale, il fallait sortir de cette impasse « par le haut », c'est-à-dire dans la mobilisation, et surtout pas en condamnant le blocage au nom de la pédagogie ou de la morale ! Nous avons organisé le mardi 15 avril une AG où élèves, professeurs et personnels ont pu s'exprimer. Il a été question du blocage mais aussi (et c'était là l'important à mon sens) des raisons de la colère enseignante et lycéenne : les suppressions de postes. Cette AG a permis de renouer la communication entre professeurs et élèves. Du coup, l'après-midi même, un cortège de plus d'une centaine de lycéens et d'une dizaine d'enseignants partait manifester.

Question : A ce stade de la bataille, quelles leçons en tires-tu ?

Fabrice : Je crois que la clef du problème est dans une phrase d'un des

lycéens : « on va pas se mobiliser alors même que les profs, concernés directement par les suppressions de postes, ne se bougent pas ! ». C'est une leçon à méditer ! L'organisation de l'AG a répondu en partie à ce problème en montrant aux élèves que, sans prendre en aucun cas la direction de leur mouvement, notre combat était commun !

Le gouvernement craint par dessus tout une jonction qui s'établirait entre les enseignants, les lycéens et les parents d'élèves. D'ailleurs, à l'annonce des 11 000 suppressions de postes, le SNALC (syndicat enseignant minoritaire proche de l'UMP) a mis en garde le ministre X. Darcos sur ce « risque » politique.

Pour ce qui est du SNES (le syndicat majoritaire chez les enseignants des lycées), on peut voir des sections départementales cherchant à se mobiliser sérieusement en relation avec d'autres syndicats, avec les lycéens et les parents. Mais la direction nationale du SNES, elle, laisse les enseignants de débrouiller localement sans impulser de mot d'ordre clair. Elle contribue donc à la division et à la confusion chez les enseignants. Pire, elle laisse le terrain libre pour le ministre Darcos qui cherche à intégrer les syndicats lycéens à l'accompagnement de sa politique, comme sa collègue V. Péresse l'avait fait l'an dernier avec les dirigeants étudiants de l'UNEF à propos de la LRU.

La mobilisation doit donc s'amplifier et imposer l'unité des enseignants, les lycéens et des parents. C'est la seule voie pour défaire la politique du ministre Darcos.

Le 19 avril 2008

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

L'impérialisme français en campagne

« Les caisses sont vides ». Cette exclamation de N. Sarkozy est tombée comme un couperet sur les illusions de ceux qui avaient cru aux promesses de la campagne présidentielle. Cependant, si les caisses sont vides pour les allocations et prestations sociales, les ambitions de l'impérialisme français, elles, sont intactes. Le même gouvernement qui annonce des réductions massives d'emplois de fonctionnaires, envisage néanmoins de reclasser des militaires comme... fonctionnaires ! Serait-ce une contradiction ?

La « nouveauté » de l'offensive diplomatique de Sarkozy et de ses gesticulations sur le plan international tient en quelques phrases : l'impérialisme français considère que, en vertu du « grand marché unique » européen, l'ensemble des états membres de l'Union Européenne « bénéficie » des retombées économiques des positions françaises, en Afrique notamment ; il est donc temps que ces états passent à la caisse et contribuent aux dépenses militaires engagées pour tenir ces néo-colonies. Et, comme garantie de son engagement, Sarkozy fait passer à l'impérialisme allemand, réticent dans un premier temps, comme au Royaume-Uni ou à l'Espagne, le message suivant : cette approche pourrait les conforter dans leurs zones d'influence respectives.

Une offensive tous azimuts

Dans cette démarche, le « partenariat euro-méditerranéen » est le tremplin idéal pour les ambitions de l'impérialisme français. Celui-ci cherche à s'appuyer sur son héritage colonial en Afrique du Nord et au Proche-Orient, pour maintenir son influence au-delà de ces seules régions ; mais il n'a plus les moyens financiers de ses ambitions. Sarkozy se fait donc le champion d'une « vision » européenne qui lui permettrait de mutualiser les ressources, tout en espérant capter le maximum de profits pour les transnationales françaises. Ceci passe bien entendu par le renforcement de l'Eurocorps, dont il veut faire une « force de réaction rapide », capable d'aller défendre ses intérêts partout où ils seraient menacés par une insurrection ou un mouvement révolutionnaire.

L'impérialisme français tente également de trouver un terrain d'entente avec d'autres puissances impérialistes dans le secteur hautement conflictuel de l'accès aux matières premières et ressources « stratégiques » (pétrole, gaz, uranium et eau). C'est la signification du retour annoncé de « la France » dans le commandement intégré de l'OTAN, structure qu'elle avait quitté en 1966. Toutefois, comme il faut bien que Sarkozy ménage les susceptibilités pétrolières et gazières à Moscou, « la France » a refusé l'adhésion de l'Ukraine à l'organisation atlantiste. C'est ce qui fût décidé, conjointement avec l'impérialisme allemand, lors du récent sommet de Bucarest.

Cependant, si l'envoi de renforts combattants de l'armée française en Afghanistan dans le cadre de l'ISAF va dans ce sens, c'est cela qui a provoqué le plus de remous sur le plan intérieur. Les caisses sont vides, nous dit le gouvernement Sarkozy-Fillon, mais combien coûte l'envoi de « plusieurs centaines » de soldats supplémentaires en Afghanistan ?

La quadrature du cercle

Selon les estimations, ces renforts pourraient coûter entre 100 et 200 millions, somme à ajouter aux 139 millions prévus en 2008 pour le corps expéditionnaire déjà sur place. Comme si cela ne suffisait pas, le débat autour d'un deuxième porte-avions nucléaire (3,5 milliards) est relancé, probablement sur la base d'une coopération avec le Royaume-Uni. Tout ceci, sur fond d'inauguration du « Terrible », un sous-marin nucléaire de « nouvelle génération » qui coûte la bagatelle de 2,5 milliards et qui est capable d'expédier plus de 14 mégatonnes mortelles jusqu'à 8 000 kilomètres et ce, « grâce » à un tout nouveau missile, lequel a coûté 5,7 milliards à mettre au point !

Parallèlement, le fougueux Sarkozy s'engage dans la voie d'une réduction, de l'ordre de 6 000 par an, des effectifs relevant du ministère de la défense, sur fond de privatisation rampante. Comme on pouvait s'y attendre, les services visés sont surtout ceux relevant de la logistique (habillement, carburants, etc.) et donc, évidemment privatisables. L'armée disposant de 80 000 emplois civils, gageons que ceux-ci vont être les premiers à en faire les frais.

Mais le ministre de la défense, H. Morin, ne manque pas d'imagination qui, d'après *le Monde* du 25 avril 2008, envisagerait d'aider à la reconversion des personnels de son ministère qui voudraient « créer leur entreprise ». S'agit-il de leur sous-traiter des activités relevant de leur ancien ministère ? On pourrait le penser. Mais surtout, le ministre envisage de reclasser des militaires... dans la fonction publique ! Cela tombe bien au moment où, globalement, le gouvernement veut supprimer la moitié des postes laissés vacants suite aux départs en retraite. Ainsi, les postes vacants restant à combler seraient en priorité réservés à des militaires... déjà à la retraite.

Le renforcement des capacités répressives

N'oublions pas, non plus, que la gendarmerie est visée par une « réforme » qui la ferait passer, avec la police nationale, sous le contrôle d'un futur ministère de la sécurité intérieure. Il y a là une volonté de « rationaliser » les fonctions régaliennes de l'Etat de façon à renforcer tant l'efficacité de leur rôle répressif à l'intérieur, que leur capacité de nuisance à l'extérieur au service d'un retour en force des pratiques coloniales. Bien entendu, tout cela se ferait sous couvert des « droits de l'homme », du « droit international », de l'UE, de l'ONU et, surtout, de l'OTAN.

Aussi, l'affaire du détournement du voilier *le Ponant*, avec son dénouement rocambolesque, est tombée à point nommé pour montrer comment cette armée omniprésente peut intervenir où elle l'entend, au mépris des peuples. C'est pourquoi lors du point de presse du 22 avril, Pascale Andreani, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a souligné que le gouvernement Sarkozy-Fillon comptait demander à l'ONU de voter un « droit de suite » permettant, aux armées impérialistes, d'intervenir dans les eaux territoriales de n'importe quel pays, sous prétexte de répression de la piraterie.

Jean-Louis

Tibet : de quoi parle-t-on ?

Le 14 mars 2008, de violentes émeutes ont éclaté à Lhassa, capitale du Tibet, puis dans plusieurs provinces. Les émeutiers s'en sont pris à la présence chinoise, à sa police, à ses symboles, à ses banques, mais aussi à des commerçants Han ou Hui (la minorité musulmane au Tibet). La télévision de Beijing a essentiellement mis en avant les scènes de pillage et de lynchage. La police chinoise est donc brutalement intervenue, comme elle l'a souvent fait par le passé. La suite, pour ce qu'on en connaît tous, c'est une campagne d'ampleur internationale autour du Tibet et de la Chine, sur fond de jeux olympiques d'été. On entend beaucoup parler de « démocratisation », d'« autonomie culturelle », de « dialogue politique », de « morale » ; beaucoup, aussi, de « vertus olympiques » ; énormément de « droits de l'Homme » ; et parfois, timidement, d'indépendance du Tibet... Mais de gros sous, il n'est presque jamais question. Alors, dans cette affaire, de quoi parle-t-on ?

La Chine et le Tibet

Le Tibet représente près d'un quart du territoire chinois actuel. Outre la « province autonome » de 1,2 millions de Km², le « Tibet historique » recouvre aussi, en gros, la province du Qinghai et une grande partie du Sichuan, soit 2,5 millions de Km². Le Tibet serait peuplé d'environ 10 millions d'habitants, dont un peu plus de 50% de Tibétains ; le débat fait rage sur ce dernier point, bien que le nombre des Tibétains ait doublé depuis la fin des années 50.

Depuis l'invasion par la Chine aux XII^e et XIII^e siècles, le Tibet a été administré par une autorité politico-religieuse, une théocratie, dominée par les dalaï-lamas « secondés » des panchen-lamas. Au-delà des vicissitudes de l'Histoire, ces dignitaires sont demeurés vassaux de l'empereur de Chine pendant sept siècles, soit jusqu'à la chute de la dernière dynastie, les Qing, et la proclamation de la république en 1912.

Cependant, durant le XIX^e siècle et au début du XX^e, l'ensemble des puissances coloniales puis impérialistes se sont affrontées pour dépecer la Chine. Cet affrontement s'est soldé

par le découpage de la Chine, sous contrôle et occupation étrangers (les « traités inégaux »). Le Tibet voit aussi l'opposition entre la Grande-Bretagne (via l'Inde) et la Russie ; toujours dirigé par une théocratie réactionnaire et brutale, il connaît une sorte d'indépendance *de facto* entre la Première et la Seconde guerre mondiale, sur fond de tensions inter-impérialistes et d'opposition à l'URSS, l'impérialisme britannique cherchant à créer un état-tampon par la division du pays en *Tibet extérieur* « indépendant », et en *Tibet intérieur*, chinois.

Après 1950, le gouvernement stalinien sauce Mao de Beijing va reprendre le contrôle du Tibet, en mettant en place une véritable politique de peuplement par des Han ; en même temps, il cherche à intégrer des éléments du système théocratique en vigueur. Mais il faudra attendre 1956, pour que le serfage et le système des castes soient enfin abolis au Tibet.

A ce stade, il nous faut ajouter que le Tibet de 2008 c'est aussi, et entre autres, du pétrole, du gaz, du charbon, de l'uranium, des implantations militaires (dont des bases de lancement de missiles et des centres de recherche nucléaire), et 30% des ressources hydroélectriques chinoises... C'est la clé de « l'indépendance » de la Chine, si tant est qu'on puisse parler d'indépendance dans le cadre du système capitaliste à son stade impérialiste.

Autonomie culturelle ou indépendance ?

Taiwan, Hong-Kong, Macao ont été soustraits à la Chine par l'intervention coloniale et impérialiste. Le retour à la Chine de ces territoires relevait, et relève encore, de la souveraineté du peuple chinois dans son ensemble, et cela ne doit pas être contesté. Qu'en est-il du Tibet, qui a proclamé son « indépendance » par un acte du dalaï-lama en 1913 ? Le gouvernement de Beijing estime visiblement que le Tibet est chinois. Qu'en pensent les Tibétains ? C'est là une question primordiale.

Cette question, les « démocrates » ne se la posent que pour savoir s'il faut boycotter les jeux olympiques ou faire

(Suite page 10)

Un geste fort ?

Le Sénateur PS, J.-Luc Mélenchon s'est emporté lors d'une émission de radio à propos du Tibet. Sa position peut se résumer ainsi : il (Mélenchon) n'est pas un communiste chinois et ne le sera jamais ; le Tibet est chinois ; les communistes chinois ont fait faire au Tibet un bon en avant prodigieux ; le dalaï-lama a suivi ce mouvement dans un premier temps, avant de partir en Inde sur le conseil de Washington ; le dalaï-lama est à la tête d'un gouvernement en exil, basé sur le népotisme ; il perpétue les traditions féodales et réactionnaires de ses prédécesseurs ; c'est donc faire insulte au peuple chinois que de chercher à organiser le boycott des jeux olympiques. (Pour ceux qui veulent en savoir plus : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/?p=585>)

Outre les arguments développés dans notre article, il y a un aspect de la polémique qui mérite qu'on s'y attarde car il est déjà venu sur la table en de multiples occasions. Citation : « *Si un boycott devait être organisé, dans une logique agressive conséquente, ce n'est pas celui du sport qui est un moment d'ouverture et de fraternisation. Pourquoi pas plutôt celui des affaires et de la finance ?* ». Ah, le Sport ! « *Moment d'ouverture et de fraternisation* » en opposition aux « affaires » et à « la finance ». Les Valeurs de l'Olympisme, « *mens sana in corpore sano* » (un esprit sain dans un corps sain), et bla, bla, bla... M. Mélenchon se moque du monde.

Les hymnes, les drapeaux, le chauvinisme des commentateurs sportifs... : voilà, pour l'ouverture et la fraternisation ! Ensuite, souvenons-nous d'Athènes 2004, les sponsors et leurs logos omniprésents, les droits de retransmission exorbitants, la multiplication des interdits vestimentaires et alimentaires pour ne pas chagriner les annonceurs publicitaires, et etc., seul 11% du budget des jeux olympiques étant assuré par la billetterie : voilà, pour ce que sont vraiment les jeux olympiques ! Une entreprise de spectacle qui se doit d'être rentable, comme toute entreprise dans la société capitaliste, tout comme le foot, le rugby professionnel ou les produits des laboratoires pharmaceutiques. Le sport professionnel se ramène à « des affaires » et à « de la finance » : « *panem et circenses* » (Du pain et des jeux), pour détourner les opprimés de la lutte. Alors, à Athènes comme à Beijing, à Londres ou à Paris, prônons le seul « geste fort » qui vaille : éteindre la télévision et aller courir. Face aux CRS de la « police démocratique » française, on n'est jamais trop entraîné.

(Suite de la page 9)

un « geste fort » lors de la cérémonie d'ouverture (voir l'encadré à ce sujet). Les « modérés », les « démocrates sincères », en concluent qu'il faut s'aligner sur le dalaï-lama, qu'ils reconnaissent comme parlant au nom des Tibétains... A quel titre, cependant ? Nul ne semble s'en soucier ! Sa Béatitude Céleste se prononçant pour la participation aux jeux et l'ouverture d'un dialogue avec Hu Jintao, l'affaire est entendue. De leur côté, les « radicaux », dont l'inénarrable R. Ménard, secrétaire général de *Reporters sans frontières*, appuyés discrètement par Washington, disent-ils vouloir la « démocratisation » et les « droits de l'homme » en Chine et au Tibet. En réalité, ces « radicaux » voudraient que soient imposées, à la clique de Hu Jintao, des conditions encore plus favorables pour leurs commanditaires de Washington, pour eux, la question du Tibet n'étant qu'un moyen de pression sur Beijing. Et, comme ces grands défenseurs des droits de l'homme parlent le langage de Bush, de Sarkozy, de Merkel, de Brown, nous sommes sauvés !

Pour sa part, la jeune génération tibétaine se heurte à « l'autorité » du dalaï-lama exilé en Inde. Une autorité que, désormais, les jeunes Tibétains ne reconnaissent que fort peu, voire pas du tout ; ce qui est en soi très positif. Cette jeune génération veut en effet l'indépendance, quand Sa Sainteté veut « l'autonomie culturelle ».

Le débat est déjà ancien. Il a fait l'objet d'une polémique décisive entre Lénine et des sociaux-démocrates polonais en 1916 (1). On retrouve toujours les mêmes arguments et les mêmes clivages, des clivages de classes. L'autonomie culturelle est le mot d'ordre de la petite bourgeoisie nationaliste, prête à tous les compromis du moment qu'elle peut recueillir des miettes du festin capitaliste ; l'autonomie culturelle est une foutaise, seul le mot d'ordre d'indépendance est pertinent *pour les nations opprimées, coloniales et semi-coloniales notamment*, un mot d'ordre de démocratie politique que les communistes révolutionnaires doivent appuyer sans conditions... Voilà, en substance, les conclusions de Lénine.

Mais - diront les « progressistes », stalinien (rénovés ou non), sociaux-démocrates « de gauche », etc.- la revendication nationale du Tibet ne risque-t-elle pas d'être un cheval de Troie des prétentions impérialistes face à la

Chine... « communiste » (2) ? A cela, il faut tout d'abord souligner ce que tous devraient déjà avoir perçu : le capitalisme a été restauré en Chine ! La propriété privée des moyens de production et d'échange y est non seulement légale, mais elle est la norme. Au nom de « l'économie *socialiste* de marché », les privatisations vont bon train, les bureaucrates mao-staliniens se transforment à marche forcée en une nouvelle bourgeoisie, les capitaux étrangers débarqués depuis belle lurette dans tout le pays dictent ce qui doit subsister ou non de la période antérieure. **Les travailleurs, privés de tous droits et soumis à l'exploitation capitaliste, en ont fait les frais ; le « parti communiste », sa police, son armée, veillent au grain...**

Les avancées dues à la révolution ont été remises en cause les unes après les autres et, comme en URSS lors de la chute du Mur de Berlin, les vieux problèmes réglés à coup de trique par la bureaucratie stalinienne reviennent à la surface, avec une vigueur décuplée. La « Chine communiste » appartient au passé ; elle est désormais une fable à l'usage des progressistes attachés, eux, à l'économie *sociale* de marché : tout est question de nuance ! Mais, quand bien même la « Chine communiste » serait-elle une réalité, un gouvernement véritablement communiste aurait eu une toute autre approche de la question nationale au Tibet. Auquel cas, les dalaï-lamas et autres panchen-lamas seraient aujourd'hui du domaine des vieilles légendes, celles qu'on se raconte en riant le soir, au coin du feu, en buvant du thé au beurre de yak. Et les Tibétains auraient réglé eux-mêmes la question, démocratiquement, c'est-à-dire de façon révolutionnaire.

L'indépendance de la Chine et du Tibet sont en jeu !

D'un autre côté, les ressources naturelles du Tibet et sa position géostratégique aiguissent les prétentions impérialistes. Les indépendantistes tibétains, comme tous les nationalistes petits-bourgeois ou simplement bourgeois, peuvent être tentés de jouer sur les contradictions et les conflits d'intérêts entre Beijing, Washington, Tokyo, etc. Ils pourraient s'appuyer sur l'impérialisme US, britannique, japonais, allemand ou français pour obtenir gain de cause : l'indépendance...? Cette voie a souvent été empruntée par les nationalistes petits-bourgeois, avec les conséquences qu'on connaît aujourd'hui, dont

le retour en force des puissances coloniales dans leurs « sphères d'influences » antérieures. Le Tibet risquerait alors de basculer sous le joug d'un nouvel oppresseur d'une rapacité, au moins, égale à celle de Beijing. Ce serait là une indépendance bien illusoire : l'autonomie culturelle.

Encore une fois, la boucle est bouclée. Les communistes révolutionnaires doivent appuyer la revendication de l'indépendance du Tibet mais, comme Lénine en 1916, ils doivent mettre en garde les travailleurs tibétains et chinois contre les sornettes des nationalistes petit-bourgeois, sur le fait que l'indépendance *complète* est impossible dans le cadre du capitalisme impérialiste, celle du Tibet comme celle de la Chine. Seul le renversement du capitalisme à l'échelle du monde, seul le socialisme, la propriété collective des moyens de production et d'échange sous la direction d'un nouvel Etat constitué de conseils ouvriers et paysans, peut garantir la complète indépendance des nations opprimées.

Non seulement les travailleurs chinois doivent soutenir la revendication d'indépendance du Tibet, mais ils doivent travailler à l'indépendance de la Chine, en renversant la bureaucratie mao-stalinienne restaurationniste qui les exploite, main dans la main, avec les capitalistes d'ici ou d'ailleurs. Bas les pattes devant le Tibet, bas les pattes devant la Chine !

Jean-Louis

(1) *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.*

(2) Pour la petite histoire, à partir de 1982 la CIA a exploité les renseignements issus des stations d'écoute chinoises de Qitai et Korla (dans le nord-ouest du pays) contre l'URSS, dans le cadre du projet *Echelon* (D. Campbell, *Surveillance électronique planétaire*, 2001. D. Campbell est l'auteur du rapport pour le parlement européen en 1998, intitulé *Capacités d'interception 2000*...).



Déclaration de la LIT-QI en ce Premier mai

Le capitalisme en décadence nous mène à la faim et à la misère Donnons une réponse de lutte ouvrière et po- pulaire à la « crise alimentaire »

Chaque Premier mai, nous, les travailleurs, nous rappelons les « martyrs de Chicago », les batailles pour la journée de travail de 8 heures, et nous rendons hommage à tous ceux qui sont tombés dans les luttes ouvrières et populaires contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. Il est d'usage aussi, de revendiquer la nécessité de la révolution socialiste comme la voie pour dépasser les fléaux du capitalisme, et, finalement, de lancer un appel pour promouvoir et soutenir les luttes qui, pour diverses revendications, se développent dans le monde. Cette signification profonde du Premier mai est aujourd'hui plus actuelle que jamais.

Depuis quelques semaines, plusieurs rébellions et soulèvements contre la hausse du prix des aliments ont éclaté dans de nombreux pays du monde. Cette hausse était déjà latente mais elle a connu un saut les dernières semaines, la situation devenant insupportable pour les masses les plus appauvries. Robert Zoellick, le directeur de la Banque Mondiale, a défini la situation comme « une des crises alimentaires les plus graves de l'histoire de notre planète », qui a son origine dans une augmentation générale des prix des aliments de 48%, la dernière année, mais avec des hausses plus importantes pour certains produits comme le riz (75%).⁽¹⁾

Des organismes des Nations Unies, ainsi que la presse, ont signalé des faits de ce type au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Indonésie, Maroc, Mauritanie, Mozambique et Sénégal. La Banque Mondiale a tiré la sonnette d'alarme : « 33 pays feront face à des

conflits sociaux potentiels à cause de la hausse immense du prix des aliments ».⁽²⁾

Ces pays font partie du groupe de nations les plus pauvres de la planète et c'est dans ces dernières que les masses les plus appauvries se sont soulevées. Il s'agit d'une véritable « rébellion des affamés du monde ». Selon des données d'organismes spécialisés de l'ONU, environ 800 millions de personnes dans le monde ne mangent pas à leur faim et absorbent moins que le minimum nécessaire pour un être humain. Pour eux, cette hausse des prix ne signifie pas seulement manger un peu moins ou manger une nourriture de moindre qualité, mais être condamnés à mourir d'inanition. C'est-à-dire que le système capitaliste impérialiste commet un véritable génocide en ce 21^{ème} siècle. Cette « révolte des affamés » représente donc réellement une bataille de vie ou de mort.

Parmi ces soulèvements arrivent au premier plan, celui de peuple haïtien, qui fait face aussi à l'occupation militaire du pays par les « casques bleus » de l'ONU, et celui de l'Egypte, dirigé par des milliers de travailleurs du textile de la ville de Al Mahalla. Au Sénégal et au Burkina Faso aussi, la classe ouvrière a été au centre des rébellions. Ces pays nous montrent la voie et nous montrent la nécessité urgente que la classe ouvrière du monde entier s'engage dans une réponse ferme de lutte contre le capitalisme, pour sa propre survie physique.

La « crise alimentaire », bien qu'elle affecte essentiellement les pays les plus pauvres, se manifeste dans le monde entier. Au Venezuela, riche en pétrole mais dépendant de l'importation de

nourriture, la pénurie et le désapprovisionnement érodent de plus en plus les salaires des travailleurs. Le Mexique, autrefois producteur agricole traditionnel, a perdu sa « souveraineté alimentaire » et est devenu importateur, après des années dans l'Association Nord-américaine de Libre Echange (NAFTA). Actuellement, la populaire « tortilla de maïs » y est devenu un article de luxe.

Au Brésil, grand producteur et exportateur agricole, le prix du principal composant de l'alimentation populaire, le « arroz y feijão » (le riz et les haricots), a grimpé de 207% en une année et de 21%, seulement au cours du dernier mois. Même en Argentine, historiquement la « grange du monde », dont la production est suffisante pour nourrir un nombre de personnes de dix fois sa population, les travailleurs et le peuple souffrent de désapprovisionnement et d'augmentation constante des produits de base. Les pays impérialistes n'échappent pas non plus à la hausse : en Italie et en France, il y a eu la hausse des prix des pâtes et du beurre ; les Etats-Unis ont été affectés avec une augmentation moyenne de 4%, en 2007, le plus grand indice depuis 1990⁽³⁾.

L'augmentation des prix n'est pas due à la pénurie ou à une chute dans la production. Au contraire, les avances technologiques et la surexploitation de la terre font que la production de cultures et de matières premières alimentaires croisse de plus en plus, à un rythme supérieur à celui de la population mondiale. En même temps, de plus en plus des gens ne peuvent pas les acheter. C'est ce qu'a reconnu Josette Sheeran,

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

directrice exécutive du Plan Alimentaire Mondial de l'ONU : « *Nous sommes confrontés à une nouvelle face de la faim : bien qu'il y ait des aliments dans les magasins, de plus en plus des personnes ne peuvent pas se les permettre* »⁽⁴⁾.

Les spécialistes prévoient que cette crise n'aura pas de solution rapide et qu'elle peut s'étendre sur plusieurs années, une perspective terrible pour les centaines de millions d'affamés du monde et une menace de plus en plus dure pour toutes les masses travailleuses et pauvres.

Pourquoi le prix des aliments monte, alors que leur production croît ? La réponse à cette question montre avec une clarté totale le caractère absolument inhumain et irrationnel du système capitaliste impérialiste dans sa décadence : une concentration de plus en plus grande des marchés, qui fait que quelques entreprises contrôlent tout le commerce mondial d'aliments, en pensant seulement à l'augmentation de leurs profits ; *l'agribusiness* qui se concentre sur quelques produits de prix international élevé sans se soucier des nécessités alimentaires de la population mondiale ; des millions de paysans expulsés de leurs terres ; des matières premières alimentaires qui sont destinées à la production de combustibles ; le marché d'aliments transformé un « casino » par des capitaux spéculatifs et parasitaires...

La crise économique aggrave tout

La LIT-QI affirme que la hausse des prix et la « crise alimentaire » sont, d'une part, le résultat des tendances structurelles les plus profondes du système capitaliste. D'autre part, cette racine structurelle est aggravée à l'extrême par la crise économique mondiale qui s'approche.

Les gouvernements des pays impérialistes ont déjà dépensé plus de 600 milliards de dollars pour essayer de freiner ou d'atténuer la crise financière mondiale ouverte avec la fin de la « bulle spéculative » sur le marché immobilier des Etats-Unis et d'autres pays. Ils sont prêts à tout faire pour sauver les banques et les compagnies atteintes par cette spéculation, mais non pour résoudre la question de la faim dans le monde. Au contraire, l'augmentation des prix des aliments est une des manières par lesquelles les bourgeoisies

essayent que nous, les travailleurs, payons le coût de cette crise économique.

En même temps, le marché mondial d'aliments se ressemble de plus en plus à un « casino », avec le système des « contrats à terme », un casino rejoint maintenant par de nouveaux « joueurs » : une partie des capitaux qui spéculaient sur le marché immobilier se sont tournés maintenant vers les *commodities*, les matières premières, spécialement le pétrole, les minéraux et les grains, créant une « bulle spéculative », augmentant ainsi artificiellement leur demande et, de cette façon, leur prix.

En outre, les grandes compagnies pétrolières, ainsi que les spéculateurs, profitent de l'instabilité au Moyen-Orient, résultat de l'échec de la politique du gouvernement de Bush dans la zone, pour élever le prix du baril au-delà de 100 dollars, ce qui influence d'une façon directe et indirecte le prix des aliments. Comme dit le proverbe, pour les travailleurs et les masses, jamais deux sans trois.

Le capitalisme ne peut pas résoudre le problème de la faim dans le monde

Face à ces « rébellions de la faim », la première réponse du capitalisme a été la répression féroce exercée par les gouvernements des pays où elles ont eu lieu. Il est vrai qu'en même temps, les organismes internationaux, comme le FMI et la Banque Mondiale, et même les gouvernements impérialistes, ont manifesté leur « préoccupation profonde » et la nécessité de considérer et d'adopter des mesures.

Ce sont des « larmes de crocodile », de la part de ceux qui défendent les intérêts des entreprises qui bénéficient de cette crise, ou de la part d'organismes qui ont imposé aux pays dominés les politiques économiques qui ont créé les conditions de l'éclatement de cette crise. Ils expriment aussi leur peur que cette « rébellion des affamés » ne s'étende et menace d'agiter le monde jusque dans ses fondations.

Dans le meilleur des cas, ses propositions se limitent à augmenter l'« aide humanitaire » aux pays touchés, une réponse qui, depuis plusieurs décennies, a montré son incapacité totale pour résoudre le problème de la faim dans le monde, parce qu'elle ne modifie pas les causes profondes qui la produi-

sent, et ne se propose pas de le faire. L'impuissance totale des actions et des déclarations d'organismes comme la FAO (l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation) s'avère complètement pathétique.

Au 19^{ème} siècle, Karl Marx a affirmé que le fonctionnement du système capitaliste menait inévitablement « à la misère croissante » de masses de plus en plus nombreuses. Aujourd'hui, cette affirmation se présente à nous dans sa pire perspective : la faim croissante qui affecte des centaines de millions d'habitants de la planète.

Dans les années 90, après la chute de l'URSS et la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers, le capitalisme s'est déclaré historiquement « triomphant », comme le seul chemin pour améliorer le niveau de vie de l'humanité. A peine quelques années après ce « triomphe », la « crise alimentaire » et les « rébellions de la faim » nous montrent les extrêmes de la dégradation à laquelle nous mène le capitalisme impérialiste, un système qui n'est même pas capable de garantir le plus élémentaire des droits de l'Homme (la nourriture pour tous les habitants de la planète) et qui condamne des centaines de millions à mourir de faim.

Tant que la production et la commercialisation d'aliments seront contrôlées par les grands groupes internationaux et les grands spéculateurs, il ne sera pas possible de changer cette situation. L'alternative est claire : soit la voracité de profits de ces groupes, soit les besoins et la vie de centaines de millions de personnes. Face à cette alternative, la LIT-QI se met du côté des pauvres et des misérables du monde, contre les « propriétaires des aliments ».

Seul un système d'économie centrale planifiée, qui utilise rationnellement les ressources existantes et s'organise au service de la satisfaction des nécessités de base des travailleurs et des peuples du monde, pourra définitivement mettre un terme à la faim dans le monde. Pour cela, il est nécessaire d'exproprier toutes les grandes entreprises qui dominent l'économie mondiale. C'est pourquoi, nous réaffirmons notre conviction de la nécessité incontournable et urgente de la révolution socialiste internationale qui met fin au système capitaliste impérialiste.

Alors que nous combattons pour cette perspective, nous sommes conscients

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

que les affamés du monde ont besoin de réponses immédiates pour remédier à leur situation désespérée, tout comme ces travailleurs qui voient la faim et la misère comme une menace de plus en plus proche ont besoin de réponses immédiates. Face à cette réalité, la classe ouvrière et les masses du monde ne peuvent pas attendre passivement. Ils doivent combattre pour leur survie physique. Il est indispensable que la classe ouvrière se mette à la tête de toutes les masses appauvries pour diriger cette lutte.

C'est pourquoi, en ce Premier mai, la LIT-QI lance un appel à toutes les organisations ouvrières, populaires, syndicales et sociales pour organiser et promouvoir cette lutte contre la faim des travailleurs et des peuples. La LIT-QI s'engage à mettre toutes ses forces au service de cette tâche et, en ce sens, propose le programme d'action suivant.

Il s'agit évidemment d'un programme général qui devra adopter des formulations plus concrètes et spécifiques par rapport à la réalité de chaque pays.

- Contrôle des prix par les organisations ouvrières et populaires.
- Pour une échelle mobile de salaires, selon l'augmentation du prix des aliments.
- Pour un salaire minimal qui couvre toutes les besoins de base d'une famille (aliments, santé, éducation et logement).
- Contrôle ouvrier des grandes entreprises d'aliments. Exigence d'ouverture de leurs livres de comptes aux travailleurs.
- Pas de profits avec la faim des peuples ! Expropriation sans paiement des grands monopoles agricoles et industriels d'aliments.

- L'alimentation est un droit social, tout comme la santé et l'éducation. Exigeons que l'Etat et les gouvernements le garantissent pour toute la population.
- Pour des plans économiques d'urgence destinés à satisfaire les besoins de base de la population, spécialement l'alimentation.
- Pour des gouvernements ouvriers et populaires qui appliquent ces mesures.

San Pablo, le 22 avril 2008

Secrétariat International

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

1) *Clarín (Argentine) du 11.04.2008.*

2) *Cité dans l'article Crisis de alimentos alarma al mundo, El Universal du 13.04.2008.*

3) *Ibidem.*

4) *Revueltas de hambrientos*

Face à la répression féroce des troupes de l'ONU contre les protestations pour l'augmentation du prix des aliments

La MINUSTAH, hors d'Haïti !

Ces derniers jours, des milliers d'Haïtiens sont descendus dans les rues de Port-au-Prince et d'autres villes haïtiennes pour protester contre les importantes augmentations de prix des aliments ; des augmentations qui viennent aggraver la pauvreté déjà profonde, la misère dont souffre le peuple de ce pays.

Quelques jours avant la généralisation des augmentations, l'organisation Batay Ouvriye avait dénoncé « inacceptable » la proposition de salaire minimal du gouvernement fantoche de René Preval, 3,95 dollars par jour, alors qu'aucun travailleur ne peut vivre avec moins de 12 dollars par jour. (Le gouvernement lui-même ayant reconnu que, selon ses calculs, le minimum dont avait besoin un travailleur était de 8 dollars.) Or, on estime que 80 % des Haïtiens ont un revenu en-dessous de 2 dollars par jour.

Les protestations ont eu un caractère spontané et beaucoup de manifestants se sont dirigés vers le Palais National (siège du gouvernement de René Preval) au cri de « Nous avons faim ». Considérant que ce gouvernement était responsable du prix élevé du riz, des fruits et du lait, ils exigeaient sa démis-

sion et le retrait des troupes de l'ONU du pays. En outre, selon des correspondants de presse, à Petit-Goâve (zone sud), les manifestants ont mis le feu à une base de la Minustah.

Quand les manifestants ont essayé d'entrer au siège présidentiel, la police et les troupes de la MINUSTAH ont tiré sur la foule « à hauteur de tuer », selon les journalistes présents, et afin d'éloigner les manifestants du périmètre du siège du gouvernement et d'autres bâtiments publics. Au cours de quelques jours de protestation, la répression compte déjà un bilan d'au moins 5 morts et des dizaines de blessés.

La LIT-QI condamne cette féroce répression et manifeste toute sa solidarité avec le peuple haïtien. A ce dernier, elle rappelle que ces faits mettent clairement à nu le caractère de force d'occupation de la MINUSTAH en Haïti, au service de l'impérialisme. Loin « d'assurer la paix » dans le pays, comme le prétend hypocritement l'ONU, le véritable rôle de la MINUSTAH est d'être le « bras armé » d'un plan pro-impérialiste pour opprimer, exploiter encore davantage le peuple haïtien, et pour le réprimer violemment

s'il proteste contre cette situation.

Cette réalité rend encore plus impérieux de redoubler la campagne pour le retrait immédiat des casques bleus d'Haïti. Ceci, il faut l'exiger en particulier des gouvernements latino-américains qui, comme ceux du Brésil, du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay ou de la Bolivie, maintiennent leurs soldats dans le pays, font feu contre les Haïtiens et les assassinent. Nous appelons toutes les organisations ouvrières, populaires, de gauche, anti-impérialistes et démocratiques à organiser des activités unitaires pour la satisfaction de ces revendications.

Dénonçons la répression féroce des « casques bleus » !

Solidarité avec le peuple haïtien !

A bas le gouvernement fantoche de Preval !

La MINUSTAH, hors d'Haïti !

São Paulo, le 9 avril 2008

Secrétariat International

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

Déclaration de l'Unité Socialiste des Travailleurs du Venezuela

La nationalisation de Sidor : un triomphe de la lutte ouvrière

Il faut exiger maintenant que le Contrat Collectif de Travail soit appliqué selon la proposition de SUTISS : aucune indemnisation à l'entreprise transnationale Techint, et contrôle ouvrier de l'entreprise.

A l'aube du 9 avril, le vice-président de la République, Ramon Carrizalez, a annoncé la nationalisation de Ternium-SIDOR dans une réunion avec des représentants de l'entreprise et du syndicat des métaux, SUTISS. Le même jour, les travailleurs de Sidor ont fait une assemblée dans la cour de l'entreprise, où ils ont fêté l'annonce de la nationalisation.

La nationalisation de SIDOR est une conquête de la lutte des travailleurs de cette entreprise et un exemple pour les travailleurs de tout le pays. Elle a eu lieu après presque un an et demi de lutte tenace pour la convention collective, dans laquelle les travailleurs ont fait huit grèves et ont subi, le 14 mars, une répression brutale avec un bilan de 53 arrestations et 13 blessés.

Ce triomphe a eu lieu, à peine quelques jours après la marche du 28 mars à San Felix, qui a réuni plus de 6 mille personnes, suivie le 29 mars par la Rencontre Nationale de solidarité avec les travailleurs de Sidor, avec la participation des représentations de 200 syndicats de tout pays, et le referendum du 1 au 3 avril sous contrôle du syndicat SUTISS, dans lequel les travailleurs ont rejeté la proposition de l'entreprise et ont décidé massivement de continuer la lutte.

L'annonce de la nationalisation de SIDOR n'est donc pas du tout un cadeau du gouvernement Chavez, bien au contraire. En ce sens, nous sommes complètement d'accord avec la déclaration d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'UNT et membre de C-CURA (courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome) :

« Les vaincus sont l'entreprise multinationale Ternium, ainsi que le gouvernement du président Chavez qui, jusqu'à

la semaine dernière, soutenait l'entreprise à travers la position du ministre du Travail, José Ramon Rivero. Nous ne pouvons pas oublier que, dans le cadre de cet appui gouvernemental, l'entreprise avait mis fin aux négociations et prétendait imposer un referendum frauduleux, une intention que les travailleurs de Sidor ont déjoué en réalisant leur propre referendum autonome, dans lequel les travailleurs ont massivement rejeté la proposition patronale. »

Nous ne devons pas non plus oublier que le gouvernement a respecté, pendant 9 ans, cette privatisation faite par le gouvernement pro-impérialiste de Raphaël Caldera et a été, de fait, associée aux affaires de Ternium, à travers l'entreprise étatique CVG (Compañía Venezolana de Guayana).

Avec cette victoire, les travailleurs de Sidor sont maintenant plus forts pour combattre pour leur Contrat Collectif de Travail dans les termes proposés par SUTISS : pour l'augmentation de salaire ; pour l'absorption des 10 mille travailleurs en situation précaire qui travaillent pour des sous-traitants ; et pour l'augmentation rétroactive du minimum des paiements aux pensionnés. C'est le moment indiqué pour réclamer du gouvernement Chavez l'accomplissement immédiat de toutes les revendications pour lesquelles les travailleurs de SIDOR combattent depuis presque un an et demi, ainsi que le renvoi du ministre du Travail, José Ramon Rivero.

Nous ne pouvons pas oublier la répression féroce déchaînée et le fait que beaucoup de travailleurs soient encore mis en accusation et poursuivis par la Justice. Avec l'annonce de la nationalisation, le gouvernement national doit garantir la suspension immédiate de tous les procès juridiques, se compromettre à ne plus utiliser les forces de répression contre le mouvement ouvrier et populaire, et relever de leurs fonctions les ministres de l'Intérieur et de la Défense, responsables pour la

répression ensemble avec le gouverneur de la province de Bolivar, Francisco Rangel Gomez, déclaré l'ennemi numéro un des travailleurs.

D'autre part, durant les dernières années, 18 travailleurs de SIDOR sont morts dans des accidents de travail ou par des maladies mises en rapport directe avec les conditions désastreuses et les rythmes hallucinants de travail. Le dernier en date est mort le 25 mars, d'une crise cardiaque à l'intérieur de l'entreprise. Il faut donc revendiquer aussi l'indemnisation de leurs familles et le jugement et la prison pour les dirigeants de l'entreprise responsables pour ces décès.

Quant à la forme de la nationalisation, nous exigeons du gouvernement Chavez une SIDOR étatique à 100%. Les travailleurs ne peuvent pas accepter que la nationalisation de SIDOR se limite simplement à l'achat d'actions par l'Etat vénézuélien et la transformation de l'Etat en actionnaire majoritaire, c'est-à-dire que SIDOR soit transformée en une entreprise mixte de plus, qui aura sûrement comme partenaire l'infâme entreprise italo-argentine transnationale Techint. En même temps, les travailleurs doivent exiger qu'aucune indemnisation ne soit accordée à l'entreprise transnationale. Techint a déjà engrangé des profits juteux de la sueur des travailleurs de Sidor. Elle a acheté l'entreprise à « prix d'occasion » (1.200 millions de dollars) et elle a gagné 500 millions, rien qu'en 2007.

La lutte pour le contrôle ouvrier de SIDOR est intimement liée l'exigence de sa nationalisation. Les Travailleurs de Sidor ne doivent pas accepter qu'une bureaucratie, nommée d'office par le gouvernement national et en accord avec d'éventuels actionnaires privés minoritaires, contrôle l'entreprise. Les travailleurs de SIDOR doivent contrôler la production, la distribution et l'administration de l'entreprise nationalisée.

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

Enfin, l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST), la section vénézuélienne de la Ligue Internationale des

Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) adhère à la perspective de réaliser une grande manifestation du Premier Mai, indépendamment du gou-

vernement et des patrons, avec les travailleurs de Sidor dans la province de Bolivar.

Caracas, le 14 avril 2008.

Vive la nationalisation de SIDOR !

Application immédiate du contrat collectif de travail : Augmentation de salaires, intégration des travailleurs en sous-traitance et augmentation des pensions !

**A bas les ministres du travail, de l'intérieur et de la défense,
à bas le gouverneur de la province Bolivar !**

Suspension de tous les procès contre les travailleurs de SIDOR ! Non à l'utilisation des forces répressives contre le mouvement ouvrier et populaire !

Indemnisation pour les familles des morts par accident de travail ! Jugement et prison pour les responsables de ces décès !

Pour une SIDOR étatique à 100% : Aucune indemnisation à l'entreprise transnationale TECHINT !

Contrôle ouvrier de la production, de la distribution et de l'administration de SIDOR !

Pour un Premier mai indépendant du gouvernement et des patrons !

Déclaration du Parti des Travailleurs du Paraguay

Le peuple met l'ANR en échec lors des élections

Après 61 ans de règne ininterrompu du Partido Colorado (l'Association Nationale Républicaine - ANR, le parti du dictateur Stroessner), les élections du 20 avril au Paraguay ont donné la victoire à la coalition de l'ancien évêque catholique Fernando Lugo avec le PLRA (Parti Libéral Radical Authentique). Toute la gauche avait soutenu cette alliance de front populaire, sauf le Parti des Travailleurs (PT), la section paraguayenne de la LIT-QI, qui avait récolté en moins de deux mois les 12 mille signatures requises pour pouvoir se présenter seul. Voici une Déclaration de ce parti, trois jours après les élections.

Le pays est en présence d'un fait d'une ampleur historique. Le peuple a infligé une défaite électorale extraordinaire au Parti Colorado. Des milliers de travailleurs, de paysans pauvres, de femmes et de jeunes ont manifesté qu'ils en avaient marre de ce parti, à travers le vote pour le tandem Lugo-PLRA.

La joie des célébrations dans la rue manifeste non seulement un espoir énorme dans le nouveau gouvernement, mais aussi la confiance et l'illusion que des millions de compatriotes vont voir

s'améliorer leur vie. Le peuple a voté en majorité pour Lugo, parce qu'il souhaite que celui-ci donne un emploi digne pour les travailleurs, accorde la terre aux paysans pauvres, mette un terme à la corruption, garantisse la santé et l'éducation gratuites, et restaure la souveraineté nationale.

Le Parti des Travailleurs (PT) respecte profondément les espoirs que le peuple travailleur a dans le futur gouvernement Lugo-PLRA. Toutefois, tout le programme et les alliances de Fernando Lugo, pendant sa campagne, vont dans le sens contraire aux désirs de changement des masses populaires.

C'est impossible que Lugo fasse une réforme agraire radicale ou qu'il mette en oeuvre un plan économique au service des travailleurs, en ayant comme colonne vertébrale de son gouvernement le PLRA et d'autres secteurs des classes possédantes. Les changements que souhaite le peuple ne seront pas possibles, tant que Lugo continuera à défendre la propriété privée et les investissements des chefs d'entreprise et des grands propriétaires terriens du soja. De même, tout continuera comme avant si le prochain gouvernement est

composé par des ministres libéraux et même des colorados, selon les accords dont Lugo lui-même a fait état.

Nous, le PT, nous appelons tout le peuple travailleur, les organisations sociales et la gauche en général à ne faire aucunement confiance au nouveau gouvernement de Fernando Lugo et du PLRA. Préservons l'indépendance complète de toutes les organisations de notre classe et promouvons des mobilisations pour exiger nos revendications insatisfaites quant à l'emploi, le salaire, les conditions de travail dignes, la terre et la souveraineté.

C'est en nous mettant au service de ces luttes, que nous nous sommes présentés aux élections avec le tandem présidentiel de Julio López et Cynthia Fernández. Nous sommes fiers d'avoir offert la seule alternative indépendante de la classe ouvrière face aux projets des puissants, et d'avoir défendu un programme socialiste révolutionnaire sous la bannière « TERRE, TRAVAIL et SOUVERAINETÉ ».

Aucune confiance dans le gouvernement Lugo-PLRA ! C'est nous, les tra-

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

vailleurs, qui avons mis en échec l'immense appareil électoral du parti Colorado, et cette même force doit maintenant être dirigée vers le renforcement et l'indépendance de nos organisations et, surtout, vers la lutte pour nos droits.

Nous sommes sans doute en présence de changements historiques, où nous, les opprimés de toujours, nous sommes appelés à être protagonistes de notre destin. Des vents nouveaux soufflent, qui annoncent d'importants triomphes du mouvement social dans notre pays.

La condition de la victoire est d'avoir confiance uniquement dans nos propres forces et mobilisations. Les élections sont terminées, la lutte commence.

Comité Exécutif National du Parti des Travailleurs

Asunción, le 23 avril 2008

Déclaration du Secrétariat de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

USA : Grève portuaire contre la guerre impérialiste

Les travailleurs américains font un pas très important dans leur lutte contre la politique impérialiste du gouvernement de Bush. L'International Longshore and Warehouse Union (ILWU - syndicat international des débardeurs et manutentionnaires - équivalent des *travailleurs des ports et docks*, NDT) a annoncé qu'il fera grève, le prochain Premier mai, dans les ports de la côte ouest des Etats-Unis pour exiger la cessation immédiate de la guerre et des occupations en Iraq et en Afghanistan, ainsi que le retrait des troupes américaines du Moyen-Orient.

C'est la première fois, depuis des décennies, qu'un syndicat américain décide d'organiser une action de ce type contre les activités et les politiques militaires extérieures du gouvernement approuvées par le parlement.

Dans une lettre du 22 février, destinée à John Sweeney, président de l'AFL-CIO, la plus grande centrale syndicale américaine, le président de l'ILWU, Robert McEllrath, le met au courant du fait qu'une assemblée syndicale récente, avec des délégués de tous les ports de la côte ouest, a décidé de « convoquer les travailleurs portuaires

à faire un arrêt de travail lors du changement d'équipes du matin du 1^{er} mai 2008, pour exprimer son opposition à la guerre en Iraq ».

Cette résolution a une signification très profonde. D'abord, elle ne s'oppose pas seulement à la guerre en Iraq (déjà très

sente également un premier pas d'un secteur important de la puissante classe ouvrière américaine contre la politique impérialiste de son gouvernement, au sein même-même de l'empire. Enfin, l'action se déroule le Premier mai, le jour international de lutte des travail-

leurs, que la bourgeoisie américaine a essayé d'enterrer dans l'oubli, alors que cette journée trouve son origine aux Etats-Unis mêmes. Ce même jour, sûrement, l'action des travailleurs des ports s'unira avec celle réalisée à cette même date par les travailleurs immigrants dans le pays.

La LIT-QI salue et soutient cette grève des travailleurs du port, convoqués par l'ILWU. Nous appelons d'autres syndicats et organisations ouvrières des Etats-Unis à suivre cet exemple. Nous le faisons avec la conviction que l'unité de tous les travailleurs et des peuples du monde, tant des pays colonisés que des nations impérialistes, fortifie ses luttes et permet d'avancer dans la tâche de mettre en échec l'ennemi commun, la bourgeoisie impérialiste.

Secrétariat de la LIT-QI

le 10 avril 2008



impopulaire aux Etats-Unis), mais aussi à la guerre et à l'occupation en Afghanistan (que tous les candidats possibles des deux partis, Hillary Clinton, Barack Obama et John McCain, veulent étendre). La motion approuvée exige aussi le retrait des troupes américaines de toute la région. Elle repré-